

L'Agglomération contre la centrale de Verberie

SOPHIE UGHETTO | Publié le 17.11.2012

Jeudi soir, les membres de l'Agglomération de la région de Compiègne (ARC) se réunissaient comme chaque mois à l'hôtel de ville de la cité impériale pour débattre de projets liés à leur territoire. Celui du schéma de cohérence territoriale (Scot) du SMBAPE (Syndicat mixte de la Basse Automne et de la Plaine d'Estrées), communauté de communes voisine de l'Agglomération de la région de Compiègne, n'a pas retenu leur approbation du fait de son projet de centrale électrique au gaz à Verberie. Après le refus de la population locale et l'avis défavorable de l'Etat, les élus proposaient jeudi soir d'abandonner le projet de centrale et de le retirer du Scot.

D'autres acteurs publics doivent encore se prononcer

Philippe Marini, à la tête de l'ARC, l'affirmait : « Il ne faut pas alourdir le Scot de projets qui n'ont plus lieu d'être. L'installation industrielle [de la centrale] n'a plus aucune espèce de chance de se réaliser, elle est de trop. » Une déclaration approuvée par Christian Navarro, maire de Jaux (SE) : « Cet avis est pertinent, la centrale n'a pas lieu d'être. On ne peut qu'être d'accord avec cette proposition. » Enfin l'élue de quartier Arielle François résumait elle aussi le sentiment général : « Je ne peux que me réjouir de cette décision. Ce projet est bien périmé, c'est l'adjectif qui le qualifie. »

Joint hier, le président de Pas de centrale en Basse Automne, Franck Deboise, une association qui milite depuis 2008 contre l'installation de la centrale électrique au gaz naturel sur les hauteurs de Verberie, était déjà au courant de la prise de position de l'ARC hier après-midi : « Pour nous, c'est une excellente nouvelle, qui va dans le bon sens. Maintenant, rien n'est encore fait, d'autres personnes publiques associées doivent se prononcer pour ou contre le Scot en l'état, à savoir, avec le projet de centrale.» D'ici le 10 décembre, ces personnes publiques, comme la communauté de communes Cœur Sud Oise, la chambre d'agriculture, la Dreal (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) et le préfet, se seront prononcées et l'enquête publique sur le Scot pourrait être avancée à mi-décembre. A l'issue de celle-ci, ce que souhaite Pas de centrale en Basse Automne, c'est que le projet de centrale soit retiré du Scot.

Quant à Marcel Fouet, président du SMBAPE, pourtant partisan de la centrale, il se dit prêt à reconsidérer le projet si celle-ci ne présente pas « d'intérêt stratégique majeur ». « Nous avons posé la question à la ministre de l'Ecologie et de l'Energie et au Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, par courrier. Nous aimerions les rencontrer avant de nous concerter de nouveau. »